



Euromaïdan, ou la « bataille d'Ukraine »

Par [Jean-Marie Chauvier](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 25 janvier 2014

L'EuroMaïdan[1] a commencé à Kiev le 29 novembre et s'est institué « Assemblée populaire » le 22 décembre 2013. Jusque là, quelque 250 à 700 mille Ukrainiens y auraient participé. Dans un pays de 45 millions d'habitants. Le soulèvement répliquait à la décision du gouvernement ukrainien, le 24 novembre, de postposer sa signature, prévue le 29 à Vilnius, de l'Accord d'association avec l'Union Européenne « pour mieux en évaluer les conséquences ». L'accord conclu à Moscou, le 17 décembre, entre les présidents Viktor Ianoukovitch, d'Ukraine, et Vladimir Poutine, de la Fédération de Russie, offrant à Kiev un ballon d'oxygène financier, n'a pas dénoué la crise. Mais quelle crise ? La quête des réponses nous mène à Kiev, mais aussi à Bruxelles, Berlin, Washington. Moscou.

MAÏDAN : QUI, QUOI, COMMENT ?

Que réclament les manifestants à Maidan ? La signature de l'Accord, le « choix de l'Europe », synonyme à leurs yeux de liberté, de démocratie, de prospérité par l'épanouissement du « Marché », par opposition à la Russie, associée à l'autoritarisme, à l'étatisme, aux visées néo-impériales, au retour de la guerre froide contre l'Occident. Ils revendiquent aussi la fin de la corruption et des méthodes mafieuses de « gouvernance ». Les questions du niveau de vie – le chômage, le paupérisme, la santé – sont présentes dans les esprits. La régression sociale n'a pas cessé depuis 1991 et, à la désillusion causée par la gestion des anciens dirigeants « oranges » a succédé celle de la direction « bleue » du Parti des Régions, promue en 2010, de telle sorte que les Ukrainiens, d'où qu'ils soient, ont désormais ce sentiment en commun : les déceptions cumulées. Remarquons : les drapeaux oranges ont disparu, seules s'imposent les couleurs nationales jaune et bleue, dans les foules rarement tachetées de rouge[2] et de rouge et noir[3].

Qui sont-ils ? La plupart viennent des régions occidentales et centrales, et de Kiev. L'Est et le Sud sont restés passifs. Ils sont de tous âges, mais jeunes surtout, de toutes conditions, mais « moyenne » surtout, de plusieurs confessions. Qui sont les chefs de cette opposition ? Ils sont issus de la « révolution orange » de 2004[4] mais sans ses anciens leaders, l'ex-président Viktor Iouchtchenko s'étant effondré à 2% lors des présidentielles de 2010 et « l'égérie » Ioulia Timochenko étant en prison. Sa formation, l'Union panukrainienne « Patrie » (*Baktyvchtchina*), la plus influente en Ukraine après le Parti des Régions du président Ianoukovitch, est dirigée par Arseni Iatseniouk. Au second rang, Vitali Klitchko mène l'Alliance Démocratique Ukrainienne pour les Réformes, en abrégé « Oudar », soit « le coup », un sigle adéquat pour un ancien boxeur. Des deux partis, néolibéraux en économie, l'un est membre et l'autre proche de la grande famille du PPE[5]. « Oudar » a les préférences d'Angela Merkel et de la CDU. La fondation Adenauer forme ses cadres, dans l'espoir que Klitschko devienne le prochain président d'Ukraine.[6] L'Union Européenne semble se rallier à ce choix allemand, bien qu'elle ait soutenu jusqu'à présent Ioulia Timochenko et exigé sa libération comme condition de la signature de l'Accord.

QUAND « LIBERTE » SE DIT « SVOBODA »

La troisième composante du front « pro-européen » est l'*Union panukrainienne « Svoboda » (Liberté)* dirigée par Oleg Tiagnibog (en ukrainien : Oleh Tiahnibok). Ce parti, d'extrême-droite mais plus « social » que les autres, a fait son entrée au parlement avec 10% des suffrages lors des législatives d'octobre 2012, mais il contrôle plusieurs villes et régions de la Galicie orientale ex-polonaise, capitale Lviv (Lwow). Anciennement parti « national-social », arborant une rune proche de la swastika[7] et toujours d'usage dans d'autres formations d'extrême-droite, « Svoboda » et son chef se sont illustrés par une grande « liberté » de propos antisémites et russophobes. En quête de respectabilité, le parti a adopté le drapeau aux couleurs nationales – trois doigts (le trident)[8] jaunes sur fond bleu. Lié à Jobbik en Hongrie et au Front National en France, « Svoboda » a néanmoins cherché et obtenu des contacts avec les envoyés des Etats-Unis et de l'UE. Son idée de l'Europe, est née dans l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN) formée en 1929[9] et au sein de ses armées, notamment la Division « Galitchina » (Galizien) de la Waffen SS, dont les célébrations sont régulièrement organisées en Galicie par « Svoboda ». A la différence des néofascistes eurosceptiques de Hongrie, les partisans de Tiahnibok sont européistes, ce qui est dans la tradition du nationalisme « intégral » opposant l'Ukraine « européenne » à la Russie « asiatique ». [10] Autour de Maïdan, ses activistes ont détruit un monument à Lénine, fait la chasse aux « rouges » et hurlé « Mort aux ennemis ! ». [11]

COMPLEXITE

Si « Svoboda » reste surtout localisé en Galicie, les autres partis d'opposition couvrent l'ensemble des régions occidentales et centrales. A l'Est, domine toujours le *Parti des Régions*, quelque peu présent à l'Ouest. [12] Dans les bassins industriels de l'Est et du Sud subsiste un *Parti Communiste* (peu) influent qui aurait récolté, lui, « des millions » de signatures pour la tenue d'un référendum sur l'adhésion. [13]

Pour comprendre Maïdan, son succès et ses limites, il faudrait dire toute la complexité de l'Ukraine, qu'idéologues et reporters pressés persistent à ignorer. Diversité culturelle, linguistique et religieuse, mais aussi économique et sociale, y compris dans les choix d'émigration- les sans emploi de l'Est vont chercher du travail en Russie, ceux de l'Ouest en Europe. L'Euromaïdan s'est heurté à cette irréductible diversité. Opposer une Ukraine à l'autre n'a d'autre sens que de pousser à l'éclatement du pays. Les partis d'opposition, soutenus de l'extérieur, ont cédé à une stratégie périlleuse de coup d'état. Même des centaines de milliers de manifestants ne suffisent à surmonter la division du pays, ni à infirmer la légalité du président et du parlement élus, du gouvernement Azarov auquel le parlement a largement renouvelé sa confiance. Or, les opposants exigeaient, ni plus ni moins, leur départ et le « renversement du régime ». Leur appel à la grève générale n'a pas été suivi. A la veille de Noël, la « révolution » n'avait pas débordé Maïdan. Mais la guerre des nerfs n'était pas terminée, et l'ensemble du système politique est déstabilisé, le président contesté dans son propre parti. « Tout reste possible. »

EUROPE-UKRAINE : QUEL ACCORD ?

Maïdan a, comme en 2004, mobilisé l'Occident et ses médias unanimes Ambassadeurs, politiciens, ministres en provenance de l'UE et des EU ont défilé à la tribune. Défi au pouvoir, qui a su « garder ses nerfs », et au Kremlin, qui a du ronger son frein. Kiev a fustigé les « ingérences étrangères ». Les Etats-Unis ont menacé les dirigeants de « sanctions » s'ils dispersaient les manifestants par la force. Imagine-t-on pareil scénario à Washington, Paris

ou Bruxelles, avec occupations et tentatives d'assaut des bâtiments officiels ?

On s'est rarement demandé ce que contenait le fameux « Accord » dont la négociation est « suspendue ». D'adhésion à l'UE, point question. Ni même, comme l'espèrent les Ukrainiens depuis tant d'années, de suppression des visas d'entrée. Large ouverture, par contre, au « libre échange ». Nécessairement inégal. Les Ukrainiens (et les Russes à travers la poreuse frontière) pouvaient s'attendre à l'afflux de produits occidentaux « de qualité ». En sens inverse, les Ukrainiens devraient se soumettre aux standards européens. Un coup de fouet à la (et d'investissements de) modernisation, ont pensé les optimistes. De lourds dangers pour les productions locales, du chômage, voire une curée « à la grecque », ont pensé les sceptiques.

Les arguments des uns et des autres ont pesé dans les hésitations de Ianoukovitch. Plus la menace russe de fermeture du marché russe aux (et déjà la diminution sensible des) importations d'Ukraine. Et enfin, les « humiliations » infligées par l'UE, exigeant la libération de Ioulia Timochenko, dont les dossiers criminels seraient pourtant bien connus des intéressés (occidentaux)[\[14\]](#), sans oublier le refus de compensations financières conséquentes aux dégâts que l'Accord entraînait pour l'économie ukrainienne. Bruxelles n'a pas été d'une extrême subtilité !

Un pas en avant (une longue approche en direction de l'UE), un pas en arrière (la non signature) du président Ianoukovitch l'ont placé dans une mauvaise...passe : n'avait-il pas trahi les espoirs de Bruxelles et de Moscou, le « rêve européen » jusque dans ses propres rangs ? Il revenait à Poutine, bon samaritain, de lui offrir une issue de secours.

RUSSIE-UKRAINE : QUELLE ALTERNATIVE ?

Le sauvetage moscovite tient en trois temps : la réduction d'un tiers du prix de vente du gaz, l'octroi d'un crédit de 15 milliards de dollars en euro-obligations et, en perspective, le rétablissement d'une coopération dans des domaines où les deux pays ont une longue expérience commune, du temps de l'URSS, notamment l'industrie aéronautique et spatiale, l'armement.

Mais au delà - ce que redoutent le plus Bruxelles, Washington et Maïdan - c'est l'Union douanière formée en 2007 entre Russie, Belarus et Kazakhstan, qui serait élargie à l'Arménie et, hypothétiquement, à l'Ukraine. C'est un développement de la Communauté économique eurasiatique formée en 2001, et le prélude d'une « Union eurasiatique » que projette Vladimir Poutine à l'échelle de presque tout l'espace ex-soviétique voire au delà. Il arrive que l'on traduise le mot russe « evrasiiskii » par «eurasien». Le synonyme peut induire une confusion : certaine idéologie « eurasienne » ou « eurasiiste » consiste à vouloir rassembler états et civilisations des deux continents en opposition au bloc « euro-atlantiste ». Poutine y est-il sensible ? En tout cas, sa démarche consiste bien à vouloir substituer au monde « unipolaire » (américano-centré) un ordre « multipolaire » fondé sur la puissance émergente des BRICS.

LES ENJEUX

L'Institut de démographie de Kiev vient d'apporter un éclairage révélateur de l'effondrement ukrainien: en vingt ans, la population du pays a diminué de 6,5 millions, effet combiné d'une natalité en baisse, d'une mortalité élevée, d'une émigration de masse. La dégradation de la santé publique est montrée du doigt « sur chaque millier de jeunes de 20

ans, 30% n'atteindront pas les soixante ans ». [\[15\]](#) C'est dans ce contexte d'une profonde crise sociale que les grands acteurs géopolitiques de la « bataille d'Ukraine » - Russie, Union Européenne, Etats-Unis - se préparent au prochain grand rendez-vous : 2015, l'année des présidentielles en Ukraine et au Belarus (Biélorussie). L'Occident et ses amis démocrates des pays slaves espèrent pouvoir déloger, dans l'une, Viktor Ianoukovitch, et dans l'autre, Alexandre Loukachenko. 2015 : année du « basculement » ? La bataille fera rage.

Le « combat pour l'Ukraine » ? Il y a un gazoduc, des oléoducs à contrôler, des industries (métallurgie, aéronautique, nucléaire) à moderniser, des terres fertiles à prendre, un vaste marché pour l'agroalimentaire, le tourisme. Il y a ce pays en forme de large corridor, menant du cœur de l'Europe à celui de la Russie. Plus d'un stratéliste occidental l'a dit : le contrôle de l'Ukraine est la clé du refoulement de la puissance russe et, par delà, de la maîtrise de l'Eurasie. Preuve de la volonté de séparer l'Ukraine de la Russie : un projet européen demande à Kiev d'adapter aux standards européens l'écartement des rails dans son réseau ferroviaire.

Jean-Marie Chauvier

22 décembre 2013

(sans préjuger de la suite des événements)

[\[1\]](#) Nom donné à leur performance par les manifestants pro-européens se déployant sur « Maïdan », la Place de l'Indépendance à Kiev.

[\[2\]](#) Drapeaux du parti « Oudar » ou de « Nouvelle gauche » dont des militants se sont fait éjecter par les commandos d'extrême-droite.

[\[3\]](#) Non pas anarchiste, mais nationaliste, de l'ancienne Armée des Insurgés (UPA) de l'OUN.

Mais il y a aussi des « libertaires » et des « nouvelle gauche », très pro-européens.

[\[4\]](#) v. Jean-Marie Chauvier « Les multiples pièces de l'échiquier ukrainien », Le Monde Diplomatique, janvier 2005.

[\[5\]](#) Parti Populaire Européen, rassemblant conservateurs et démocrates chrétiens.

[\[6\]](#) v. « Kampf um die Ukraine », Der Spiegel, 9-12-2013

[7] Un équivalent de l’emblème de la Division SS « Das Reich ».

[8] La trident paysan est l’emblème ukrainien traditionnel, repris par les nationalistes, et officiel depuis 1991.

[9] v. Jean-Marie Chauvier « L’OUN, l’Allemagne nazie et le génocide » dans « Le Monde diplomatique », août 2007.

[10] Selon l’idéologue de l’OUN dans les années trente, Dmitri Dontsov.

[11] v. « Novaïa Gazeta », journal de l’opposition libérale, Moscou, 10-12-2013

[12] Notamment en Transcarpatie. (ancienne Ruthénie ou « Rous » carpathique)

[13] <http://www.kpu.ua/>

[14] v.Ukraine : sur la piste des avoirs détournés par Ioulia Timochenko, Mediapart 24-11-2013

[15] Ella Libanova, agence unian, Kiev 17-12-2013

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Jean-Marie Chauvier](#), Mondialisation.ca, 2014

Articles Par : [Jean-Marie Chauvier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca